

A la une

ReInsurance BUSINESS

Sovereign AI and the sustainability squeeze: What's at stake for insurance?

06/05/2026

Artificial intelligence's environmental impact is emerging as a growing area of focus for insurers, as increased use of AI-driven services lifts energy and water consumption in data centres worldwide.

Insurance group Everywhen is among those warning that unchecked growth in AI workloads could put pressure on natural resources.

«We need to be asking ourselves an important question,» the company's spokesperson said. «Can we keep using AI the way we currently are without harming the planet? Many people aren't aware of the environmental impact that comes with a single AI query but, the truth is, if we continue to use AI at the current rate, it will put a significant strain on our natural resources.»

Power-hungry models, rising data centre exposure

Generative AI tools such as ChatGPT now process billions of prompts a day worldwide. Each request draws on large language models running in energy-intensive data centres, meaning even a single query has a measurable carbon footprint.

Studies suggest an AI chatbot request can use several times more electricity than a traditional web search, particularly where queries are complex or require multi-step reasoning.

This surge in AI-related computing is changing the risk profile of the technology sector. Large, high-value data centre campuses are becoming more critical to AI workloads, often clustered around a limited number of power grids and fibre routes.



CSR Power Forum 2026 : la Tunisie accélère le développement des financements vertset deladécarbonation

[P.03](#)

Assurance des deux-roues en Tunisie : Les nouvelles mesures pour mettre fin au blocage des contrats

[P.05](#)

Inclusion financière : assurances et paiement instantané redessinent les usages au Maroc

[P.05](#)

Gabon : Assinco devient BGF I Assurances

[P.08](#)

DP World launches cargo war risk insurance for Middle East routes amid trade disruption

[P.09](#)

ME conflict:Oil pollution in Strait of Hormuz may lead to water crisis

[P.09](#)

Cyber is the Number One Global "People Risk," Says Marsh

[P.11](#)

Property and business interruption underwriters are being asked to assess not only traditional perils such as fire, equipment breakdown and natural catastrophe, but also how AI-driven utilisation affects load profiles, cooling requirements and resilience.

SOMMAIRE

EXCLUSIF - Assurance santé groupe en Tunisie : Analyse sectorielle 2024-2011 03

Assurance des deux-roues en Tunisie : Les nouvelles mesures pour mettre fin au blocage des contrats 04

CSR Power Forum 2026 : la Tunisie accélère le développement des financements verts et de la décarbonation 04

Inclusion financière : assurances et paiement instantané redessinent les usages au Maroc 05

Assurances obligatoires : l'Acaps lancera un référentiel unique et centralisé 06

Digital health platform company enters into non-binding US\$119m MoU to accelerate AI-powered healthcare expansion across Africa & Asia 07

South Africa:Speeding motorists risk insurance claim rejection 08

Gabon : Assinco devient BGFI Assurances 08

AlHuda CIBE, AIID partner to boost Islamic finance in Africa 09

ME conflict:Oil pollution in Strait of Hormuz may lead to water crisis 09

DP World launches cargo war risk insurance for Middle East routes amid trade disruption 09

Sovereign AI and the sustainability squeeze: What's at stake for insurance? 10

Cyber is the Number One Global "People Risk," Says Marsh 11

EXCLUSIF – Assurance santé groupe en Tunisie : Analyse sectorielle 2024–2011

07/05/2026

La plateforme tunisienne Healio publiera en juin 2026 un rapport stratégique consacré à l'évolution du marché de l'assurance santé groupe entre 2011 et 2024, accompagné de projections jusqu'en 2026.

ilboursa.com a eu accès en avant-première à ce document, dont les six axes seront décryptés dans une série d'articles publiés au cours des prochaines semaines. Une publication qui devrait intéresser l'écosystème tunisien de l'assurance santé. Plateforme tunisienne InsurTech opérée depuis 2016 et lancée sous la marque Healio en 2024, l'éditeur connecte aujourd'hui assureurs, employeurs et prestataires de soins en Tunisie et en Afrique. Il s'apprête à publier en juin 2026 un rapport sectoriel intitulé Assurance Santé Groupe en Tunisie, Analyse sectorielle 2011–2024.

Le document, dont ilboursa.com a obtenu une copie en avant-première, propose une lecture intégrée d'un segment du marché de l'assurance non-vie qui a connu sur la période une croissance soutenue, mais dont les équilibres techniques sont aujourd'hui sous tension. Sur près de quinze années d'observation, le rapport s'appuie sur une vingtaine de sources primaires : rapports annuels de la Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances (FTUSA), données institutionnelles de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), statistiques de l'Organisation mondiale de la Santé, indicateurs de la Banque mondiale, ainsi que plusieurs études scientifiques de référence. Une note méthodologique détaillée accompagne l'étude, expliquant la réconciliation entre les méthodes de calcul propres aux auteurs et les chiffres officiels publiés par les institutions du secteur.

Six grands axes d'analyse

Le rapport s'articule autour de six grands axes qui structureront la série d'articles à paraître sur ilboursa.com. Le premier s'intéresse au contexte du système de santé tunisien, en croisant données démographiques, profils épidémiologiques et architecture de la couverture maladie.

Le deuxième propose une comparaison régionale du financement de la santé, mettant la Tunisie en perspective avec ses voisins maghrébins, plusieurs économies du Moyen-Orient et la moyenne des pays de l'OCDE. Le troisième axe dresse une cartographie complète du paysage concurrentiel,

couvrant les quinze acteurs actifs sur le segment de l'assurance santé groupe et leurs trajectoires individuelles depuis 2011. Le quatrième, plus technique, analyse en profondeur la rentabilité du secteur à travers les principaux ratios actuariels et identifie les facteurs de tensions observés sur la période. Le cinquième axe propose une synthèse stratégique déclinée par typologie d'acteurs et de parties prenantes. Le sixième, enfin, présente les projections à 2026 et les scénarios d'évolution du marché à moyen terme. Une seconde série d'articles, plus prospective, complètera ce premier cycle en explorant les leviers de transformation identifiés par le rapport, un développement qui sera publié après la sortie officielle du document.

Une démarche d'analyse documentaire

« Comprendre en profondeur les dynamiques du marché est pour nous une condition pour bien accompagner nos clients au quotidien », explique un porte-parole de Healio joint par ilboursa.com.

« Mais c'est aussi une responsabilité plus large : ce travail d'analyse, nous souhaitons le partager avec l'ensemble de l'écosystème, assureurs, employeurs, régulateurs et institutions de santé, pour nourrir un débat éclairé et proposer des pistes utiles à l'évolution des politiques publiques. »

Quatre audiences cibles

Le rapport s'adresse explicitement à quatre catégories de lecteurs : les directions générales et techniques des compagnies d'assurance, les directions des ressources humaines des entreprises souscriptrices, les régulateurs et autorités de tutelle (Comité Général des Assurances, FTUSA, ministère de la Santé), ainsi que les organisations internationales actives sur le secteur santé en Afrique du Nord (Organisation mondiale de la Santé, Banque mondiale, Banque africaine de développement).

Sa structure modulaire permet à chaque audience d'accéder rapidement aux sections qui l'intéressent : analyse de rentabilité technique pour les directions financières, paysage concurrentiel pour les départements stratégie, contexte du système de santé pour les acteurs institutionnels.

Un calendrier de publication échelonné

Le rapport sera officiellement publié en juin 2026, à l'issue de cette série éditoriale d'avant-première. ilboursa.com publiera dès la semaine prochaine le premier volet thématique, consacré au contexte du système de santé tunisien et aux mutations démographiques en cours.

Les volets suivants traiteront successivement du financement régional, du paysage concurrentiel, de la rentabilité technique du secteur, et enfin de la synthèse stratégique avec les projections à moyen terme.

Assurance des deux-roues en Tunisie : Les nouvelles mesures pour mettre fin au blocage des contrats

03/05/2026

Le secteur de l'assurance des motocyclettes en Tunisie s'apprête à connaître une restructuration majeure. Face aux difficultés croissantes rencontrées par les usagers, la ministre des Finances, Mishkat Salama Khaldi, a dévoilé une série de réformes concrètes. Ces mesures, intégrées au plan de développement 2026-2030, visent à résoudre définitivement le refus systématique des assureurs de couvrir les grosses cylindrées et les motocyclettes de plus de 50 cm³

L'innovation principale repose sur l'élargissement du système de distribution solidaire de l'assurance. Ce dispositif permettra désormais d'inclure les motos acquises avant le 1er janvier 2025 ne disposant pas de carte grise, garantissant ainsi une couverture légale malgré les lacunes administratives ou techniques constatées par le passé.

En revanche, pour tout véhicule mis sur le marché après cette date butoir, l'obtention d'un contrat d'assurance demeure strictement conditionnée par la présentation du certificat d'immatriculation conformément à la loi en vigueur.

Pour lutter contre le refus des compagnies privées, le ministère rappelle les prérogatives du Bureau Central de Tarification (BCT). En cas de refus de souscription ou d'absence de réponse sous dix jours, tout propriétaire peut saisir cet organisme. Le BCT a désormais autorité pour fixer le montant de la prime et imposer à la compagnie d'assurance de fournir la couverture nécessaire au demandeur.

Cette stratégie est le fruit d'une coordination étroite entre le Comité Général des Assurances et la Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances. Elle répond à l'évolution rapide du parc national, où les motos de forte cylindrée dépassent désormais en nombre les petits modèles.

Les dossiers de refus concernant les cylindrées supérieures à 50 cm³ seront systématiquement centralisés par la Fédération pour être soit réorientés vers le BCT pour les véhicules immatriculés, soit intégrés au circuit solidaire pour les autres.

Parallèlement à ces réformes structurelles, la ministre a réaffirmé le rôle protecteur du Comité Général des Assurances. L'institution s'engage à traiter avec plus de célérité les plaintes déposées par les assurés. Afin de faciliter ces démarches, des mécanismes simplifiés de dépôt de requêtes en ligne ont été mis en place pour accélérer

la résolution des litiges et garantir le respect de l'obligation d'assurance de responsabilité civile sur l'ensemble du territoire

WEBMANAGERCENTER

Depuis 2000

CSR Power Forum 2026: la Tunisie accélère le développement des financements verts et de la décarbonation

05/05/2026

LPlusieurs actions visant à développer les instruments de financement vert (obligations vertes) les plus adaptés au contexte tunisien sont en cours d'élaboration, a fait savoir le ministre de l'Économie et de la planification, Samir Abdelhafidh.

Intervenant, mardi, lors de la cinquième édition du Forum international de la responsabilité sociétale des entreprises (CSR Power Forum) qui se tient, les 5 et 6 mai à Tunis, le ministre a souligné que la transition vers une économie bas carbone ne saurait se concrétiser sans une mobilisation du secteur financier.

La décarbonation des économies s'impose comme un levier majeur de compétitivité, d'attractivité et de résilience, a indiqué le ministre, estimant que la Tunisie est aujourd'hui devant un choix stratégique déterminant, afin d'assurer la transition vers une économie bas carbone qui constitue une véritable opportunité de développement inclusif.

Au cours des dernières années, la Tunisie a adopté un ensemble de réformes visant à intégrer pleinement les dimensions environnementales et climatiques dans ses politiques publiques, a-t-il indiqué.

Il a cité, dans ce cadre, l'intégration progressive de la budgétisation sensible au climat, afin de faire du budget de l'État un véritable instrument de pilotage de la transition écologique.

Le ministre a, dans le même contexte, évoqué l'élaboration de la troisième édition de la Contribution Déterminée au niveau national (CDN3.0) qui vise l'accélération de la transition vers une économie bas-Carbone.

Abdelhafidh a rappelé également les mesures incitatives qui ont été introduites dans le cadre des différentes lois de finance pour encourager l'investissement dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les activités liées à l'économie verte, à l'économie bleue et à l'économie circulaire.

Il a cité par ailleurs les instruments de financement qui ont été mobilisés, notamment à travers le Fonds de transition énergétique, pour soutenir les investissements en efficacité énergétique et en énergies renouvelables, à travers l'octroi de primes, de crédits complémentaires et de participations en capital au profit de projets industriels.

En dépit des progrès réalisés, souligne encore le ministre, le chemin à parcourir reste important et la mobilisation des financements verts, le développement de projets structurants et le renforcement des capacités techniques constituent autant de priorités pour les années à venir.

Il a, dans ce cadre, appelé à renforcer la mobilisation collective tant de de l'État, que les entreprises, les institutions financières, ainsi que les partenaires internationaux.

Le ministre, a par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité du renforcement des politiques adoptées par des dispositifs de suivi, de mesure et de reporting des émissions, ainsi que par l'instauration progressive des mécanismes de tarification carbone.

Ces instruments constituent des leviers stratégiques pour orienter les investissements vers des activités à faible intensité carbone et accompagner efficacement les entreprises tunisiennes dans leur transition, tout en favorisant une transformation progressive vers un modèle économique bas carbone et durable, a-t-il conclu.

Pour l'économiste et conseiller scientifique du CSR, Abdelkader Boudriga, le problème ne réside pas dans la disponibilité du capital mais il est lié plutôt à la structuration, à l'orientation et à l'organisation des fonds.

Le problème n'est pas un déficit de financement, mais il s'agit entre autres de défaillances au niveau de l'architecture des flux des capitaux, a-t-il avancé.

Tant que les structures des fonds restent inchangées, ils (fonds) continueront à emprunter une trajectoire familière et à se concentrer dans des circuits jugés maîtrisés, a-t-il encore expliqué.

« Il ne s'agit pas d'un gap de financement vert, d'ailleurs nous n'avons pas la capacité d'absorber assez de capitaux pour des raisons liées à la taille, mais nous devons développer les outils et la capacité de maîtrise de la circulation des fonds », a indiqué le responsable.

De son côté, l'ambassadeur de la Délégation de l'Union européenne (UE) en Tunisie, Giuseppe Perrone a souligné que la transition offre de grandes opportunités à saisir pour la Tunisie, les pays européens et l'économie mondiale.

Le coût de l'inaction a un impact plus élevé que les sources d'investissement nécessaires pour opérer la transformation verte, a estimé le diplomate Européen. Il a mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le financement de la transition verte, soulignant que

la mobilisation des fonds en question n'est pas seulement du ressort des États.

Le secteur privé doit être impliqué et investir, et ce, dans le cadre d'un écosystème favorable, a-t-il appuyé.

Le CSR POWER FORUM est un événement annuel organisé par AM Media Plus, en partenariat avec des institutions et organisations nationales et internationales engagées en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Il constitue une plateforme d'échanges et de convergence réunissant entreprises, experts, décideurs et acteurs clés autour des enjeux du développement durable, selon les organisateurs.

L'édition 2026 met en lumière les défis liés à l'innovation technologique, aux pressions environnementales et à l'intensification de la concurrence sur les marchés local et international.

Au programme figure également un concours dénommé « CSR AWARDS » qui essaye de mettre en lumière et en valeur les entreprises et les startups dont les initiatives RSE sont innovantes, significatives et prometteuses.

Ce concours vise à encourager les entreprises à adopter une approche innovante, éthique, durable et rentable. de voitures travaille à l'élaboration d'un contrat-type unifié, destiné à simplifier les procédures et à harmoniser les conditions entre les opérateurs du secteur.

Sur un autre plan, Zakaria Naât rappelle que la location de voitures est une activité exigeante, nécessitant une gestion rigoureuse et une expertise avérée, en raison du niveau élevé des investissements et des risques associés. Il souligne que de nombreuses entreprises récemment créées peinent à se maintenir sur le marché, faute d'expérience et d'une évaluation adéquate des contraintes du secteur.

Maghreb



MEDIAS 24
La référence de l'information économique

Inclusion financière : assurances et paiement instantané redessinent les usages au Maroc

30/04/2026

Le paysage financier marocain entre dans une nouvelle phase, portée par la convergence entre digitalisation des assurances et montée en puissance du virement instantané.

Longtemps perçus comme des services complexes ou peu accessibles, les produits d'assurance évoluent aujourd'hui vers des formats plus simples, plus rapides et davantage connectés aux usages du quotidien. Cette transformation facilite l'accès à la protection financière pour une population plus large, notamment dans des segments encore peu couverts. En parallèle, le paiement instantané s'impose progressivement comme un standard. Les transactions, autrefois soumises à des délais, deviennent désormais quasi immédiates, fluidifiant les échanges et renforçant la confiance dans les outils numériques.

Cette double dynamique contribue à réduire les barrières d'accès aux services financiers, en offrant des solutions adaptées aux nouveaux comportements digitaux. Elle participe également à l'intégration progressive des populations non bancarisées dans les circuits formels.

Au-delà de la simple innovation technologique, c'est une évolution structurelle qui se dessine. Le Maroc avance vers un modèle où rapidité, accessibilité et sécurité deviennent les piliers d'un écosystème financier modernisé.

Une transformation silencieuse, mais dont les effets pourraient durablement remodeler les habitudes économiques et sociales.

LE MATIN.ma

Assurances obligatoires : l'Acaps lancera un référentiel unique et centralisé

07/05/2026

Dans un contexte marqué par la dispersion des textes réglementaires et le manque de lisibilité du cadre assurantiel, l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale lance une étude en vue de mettre en place un référentiel unique et centralisé de l'ensemble des assurances obligatoires applicables au Maroc. Un chantier structurant, au service des assurés, des professionnels du secteur et de la protection des tiers.

L'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (Acaps) planche sur un nouveau chantier ambitieux. Dans le cadre de ses missions de développement de l'activité assurantielle et de protection des assurés, l'institution s'apprête à lancer une étude majeure en vue de mettre en place un référentiel unique et centralisé regroupant toutes les assurances obligatoires applicables au Maroc. Le paysage des assurances obligatoires souffre,

aujourd'hui, d'un problème de lisibilité persistant dû à la multiplication des sources juridiques. Les obligations de couverture sont fragmentées entre le Code des assurances et une multitude de lois sectorielles. Cette situation engendre un déficit de visibilité notamment pour les assujettis et les assurés, qui trouvent des difficultés pour identifier l'ensemble de leurs obligations légales en fonction de leur activité. Cette complexité les expose à des risques de défaut de couverture, fragilisant ainsi la protection des tiers, ce qui va à l'encontre de l'objectif même de l'instauration de l'obligation d'assurance.

Du côté des opérateurs du marché, l'absence d'une vision consolidée des garanties obligatoires limite la capacité des compagnies d'assurances à proposer des offres véritablement adaptées aux besoins réels des consommateurs.

Par ailleurs, la fragmentation des textes entraîne également une application diversifiée et parfois inadaptée au moment de la distribution.

Certains réseaux, mieux informés sur des textes sectoriels spécifiques, proposeront des couvertures complètes, tandis que d'autres pourraient omettre des garanties obligatoires, notamment par méconnaissance de la dernière mise à jour du cadre réglementaire. Cette situation crée une concurrence déséquilibrée entre les acteurs et, surtout, expose l'assuré à un risque de non-conformité sans qu'il en ait conscience. Face à ce constat, l'Acaps entend mettre en place un référentiel unique, structuré et évolutif, qui centraliserait l'intégralité des obligations assurantielles applicables sur le territoire national.

L'enjeu est de taille : transformer un paysage réglementaire complexe et fragmenté en un dispositif clair, accessible et maîtrisé par l'ensemble des parties prenantes.

Cet outil de référence aurait pour vocation première de lever les zones d'ombre qui entourent des textes souvent épars et difficiles à appréhender dans leur globalité. En rendant l'information plus lisible et intelligible, il contribuerait à réduire significativement les risques de non-couverture, tout en posant les bases d'une relation de confiance renouvelée entre assureurs et assurés. L'ambition affichée dépasse cependant la simple centralisation des textes existants.

Le référentiel envisagé se veut un outil agile et évolutif, capable d'intégrer en continu les évolutions législatives et réglementaires, à mesure que de nouveaux risques émergent et appellent de nouvelles obligations de couverture. Sa mise à jour régulière constituerait ainsi une condition essentielle pour garantir sa fiabilité et son utilité effective pour les citoyens et les professionnels du secteur, dans l'objectif ultime de garantir durablement un niveau de protection optimal.

Afrique



Digital health platform company enters into non-binding US\$119m MoU to accelerate AI-powered healthcare expansion across Africa & Asia

07/05/2026

Singapore-headquartered Mobile-health Network Solutions (MNDR), a leading AI-powered digital health platform, has announced the signing of a non-binding Strategic Cooperation Framework Memorandum of Understanding (MoU) with Hector Capital Holdings.

Under the framework, Hector Capital will invest up to \$119m into Nasdaq-listed MNDR to support the acquisition of majority shareholdings in MILVIK Singapore (BIMA), a healthcare platform operating in Africa and Asia, and M&M Helix, a healthcare technology firm offering an AI-powered telemedicine and patient care platform

This strategic partnership marks a significant milestone in MNDR's mission to expand its portfolio of AI-powered healthcare solutions across Africa and Asia.

MoU highlights

- **Capital Investment:** Hector Capital to invest up to US\$119 million in MNDR, with the funding structure to be finalized in the definitive agreements, which may include a combination of equity subscription, convertible instruments, and/or other financial instruments. Proceeds will be applied toward the acquisitions and for general corporate and operational purposes.
- **Acquisitions:** MNDR to acquire majority stakes in BIMA and MM Helix, integrating them as subsidiaries.
- **Independent Valuation:** Consideration for the acquisitions will be consistent with an independent valuation of BIMA and MM Helix to be commissioned and agreed to by the parties prior to execution of the definitive agreements, and remains subject to regulatory approvals under applicable Nasdaq listing rules and Singapore law.

Dr Siaw Tung Yeng, Co-CEO of MNDR, said, «This framework sets the stage for transformative growth. By integrating BIMA's healthcare ecosystem and MM Helix's AI-powered platform into MNDR, we are building a scalable, affordable healthcare network that empowers millions of families across emerging markets.»

Completion remains subject to MNDR's full legal, financial, and operational due diligence on BIMA and MM Helix, independent valuation, and receipt of all necessary regulatory approvals, including those required under applicable Nasdaq listing rules and Singapore law.

M&M Helix: A Singapore-based digital healthcare technology firm offering an AI-powered telemedicine and patient care platform. MM Helix recently expanded its capabilities through the acquisition of Hyderabad-based health-tech firm Zibew, operator of DigitalRx.io, enabling a unified system for clinic and pharmacy workflows.

MILVIK BIMA: Founded in 2010, BIMA is a pioneer in democratising healthcare in emerging markets. Its platform provides affordable access to telemedicine, specialist care, health screening, personalized health programs, medicine delivery, laboratory testing, and insurance. Operating across Asia and Africa, BIMA serves millions of customers and is committed to making high-quality healthcare accessible to all.

Hector Capital Holdings is a Singapore-based investment firm with substantial indirect and beneficial shareholdings in regulated fund management entities VPAM and Brown Capital, operating across multiple jurisdictions. The firm specialises in strategic investments that combine capital deployment with operational value-add, supporting portfolio companies in scaling across Asia and beyond.

Through majority ownership interests in MILVIK Singapore (BIMA) and M&M Helix, Hector Capital has built a strong presence in the digital healthcare sector.

Mobile-health Network Solutions, with operations across Southeast Asia and expanding into the US, provides telemedicine, AI-driven health tools, and virtual clinic infrastructure to empower patients and doctors worldwide. Its mission is to make healthcare accessible, intelligent, and human through technology. For more information, please visit our website.



South Africa: Speeding motorists risk insurance claim rejection

07/05/2026

Motorists driving over speed limits in South Africa risk having insurance claims rejected in the case of accidents.

The National Financial Ombud Scheme issued the warning, saying that it has noted that while standard policies cover negligence, crashes resulting from high speeds are classified as a breach of the 'due care' clause. When speeding is found to be the cause of an accident, insurers often invoke the 'due care' exclusion to reject claims outright.

South Africa has one of the highest road death tolls on the continent, with road fatalities averaging about 14,000 a year, according to the Automobile Association.

clairement son appartenance au groupe BGFIBank, capitalisant ainsi sur la notoriété et la crédibilité de cette marque sur le continent. L'objectif affiché est de renforcer les synergies entre les métiers de la banque et de l'assurance, afin de proposer une expérience client plus intégrée.

« Cette évolution vise à renforcer la lisibilité de notre offre », souligne le communiqué, insistant sur la volonté de bâtir une approche cohérente entre les différents services financiers proposés par le groupe. Ce repositionnement traduit également une stratégie d'alignement avec les standards internationaux, dans un environnement où les groupes financiers cherchent à consolider leur image et à rationaliser leurs activités.

Une ambition portée par l'innovation et la digitalisation

Au cœur de cette transformation, BGFI Assurances entend accélérer sa mutation vers des modèles plus innovants. Le développement de solutions d'assurance adaptées aux nouveaux besoins des clients, notamment en matière de digitalisation, constitue un axe prioritaire.

L'entreprise met également en avant sa volonté d'améliorer l'expérience client, en misant sur la qualité de service et l'accessibilité de ses produits. Cette orientation s'inscrit dans une tendance plus large du secteur, où les attentes des assurés évoluent rapidement.

Forte de ses 87 employés, de ses 7 points de vente et de sa certification ISO 9001 version 2015, la société dispose d'atouts structurants pour accompagner cette transition.

Une continuité de service dans un environnement concurrentiel

Malgré ce changement de dénomination, BGFI Assurances rassure sa clientèle et ses partenaires : les activités se poursuivent sans rupture, avec les mêmes équipes et le même niveau d'exigence.

Leader du marché gabonais des assurances depuis sa création en 1997, la structure entend consolider sa position en s'appuyant sur cette nouvelle identité. L'enjeu est désormais de transformer ce repositionnement en levier de croissance durable.

Dans un secteur en pleine mutation, cette évolution stratégique traduit une réalité : pour rester compétitives, les entreprises doivent adapter leur image, renforcer leur ancrage institutionnel et accélérer leur transformation. BGFI Assurances semble vouloir s'inscrire pleinement dans cette dynamique



Gabon : Assinco devient BGFI Assurances pour renforcer son positionnement sur le marché

30/04/2026

Le 30 avril 2026 à Libreville, Assinco a officialisé son changement de dénomination sociale pour devenir BGFI Assurances. Cette évolution stratégique vise à renforcer son intégration au groupe BGFIBank, améliorer la lisibilité de son offre et accélérer sa transformation digitale au service des clients.

Le paysage du secteur des assurances au Gabon connaît une évolution significative avec l'annonce du rebranding d'Assinco, acteur historique du marché, désormais rebaptisé BGFI Assurances. Cette transformation s'inscrit dans une dynamique globale de structuration et d'harmonisation des entités du groupe BGFIBank, acteur financier panafricain de référence.

Au-delà de la dimension symbolique, ce changement intervient dans un contexte de concurrence accrue dans le secteur des services financiers, où la lisibilité de l'offre, la confiance de la clientèle et la capacité d'innovation deviennent des facteurs déterminants.

Un repositionnement stratégique adossé à la marque BGFIBank

Avec cette nouvelle identité, BGFI Assurances affirme



AlHuda CIBE, AIID partner to boost Islamic finance in Africa

30/04/2026

AlHuda Centre of Islamic Banking and Economics (AlHuda CIBE), a globally recognized advisory and capacity-building institution in Islamic finance, has entered into a strategic partnership with Agency for Inclusive Innovations Development (AIID) Limited to accelerate the adoption of Islamic finance and promote financial inclusion across Africa, with an initial focus on key emerging markets including Kenya.

The partnership aims to address the growing demand for Shariah-compliant financial solutions and capacity-building initiatives in underserved markets. Through this collaboration, both organizations will jointly deliver advisory services, conduct feasibility studies, offer professional training programs, and support the development of innovative Islamic financial products tailored to local needs.

By leveraging their combined expertise, institutional networks, and regional experience, AlHuda CIBE and AIID seek to strengthen industry development, foster research-driven innovation, and enhance access to ethical and sustainable financial services for financial institutions, regulators, SMEs, and communities across Africa.

Mr. Muhammad Zubair Mughal, Chief Executive Officer of AlHuda CIBE, stated: "We are pleased to establish this strategic collaboration with AIID. This partnership reflects our commitment to expanding Islamic finance globally by building local capacity, promoting knowledge exchange, and supporting the development of market-driven, Shariah-compliant financial solutions tailored to Africa's diverse economic landscape."

He further added that the collaboration will play a vital role in bridging capacity gaps and enabling stakeholders to adopt innovative Islamic finance models that support inclusive and sustainable economic growth.

Dr. Hassan Bashir, Executive Director of AIID Limited, commented: "This partnership marks a significant step toward strengthening financial inclusion across Africa. By combining our regional expertise with AlHuda CIBE's global leadership in Islamic finance, we aim to equip institutions with the tools, knowledge, and solutions needed to implement impactful, inclusive financial systems."

ME conflict: Oil pollution in Strait of Hormuz may lead to water crisis

07/05/2026

Evidence of oil pollution was found near the coast of Kuwait in early April, with Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps claiming it had targeted energy and petrochemical facilities across the region in retaliatory attacks.

Climate and environmental news platform The Climate Watch reported that "if the situation spirals out of control, it could threaten the livelihoods of thousands of people, particularly coastal communities dependent on fishing. For instance, oil contamination could poison fish stocks, jeopardising both food security and income sources. "Another major concern is desalination plants," The Climate Watch added. "Nearly 100m people in Gulf countries rely on these facilities for freshwater. Oil pollution could damage filtration systems, potentially triggering a serious drinking water crisis."

Cleanup efforts will be challenging

The Climate Watch also noted that cleanup efforts will face "immense challenges due to difficult terrain, complex geography and ongoing conflict, making response operations nearly impossible".

According to Greenline, a Turkish environment and agriculture news department under Anadolu Ajansi, previous cleanup efforts were hindered by bombardments.

The Royal Gazette

DP World launches cargo war risk insurance for Middle East routes amid trade disruption

07/05/2026

Dubai-based logistics company DP World has launched a cargo war risk insurance product covering the full movement of goods across Middle East trade routes, aiming to address rising costs and gaps in conventional insurance coverage amid heightened regional instability.

ReInsurance BUSINESS

The company said on Thursday the new offering provides continuous coverage across ocean and air freight, port storage and inland transportation, replacing the fragmented structure of traditional war risk insurance policies that typically cover only one segment of a shipment's journey.

The programme will be available to companies trading in or through the Middle East, including routes across the Arabian Gulf, Red Sea and connected inland corridors.

"This is about solving a real, immediate problem for global trade," Yuvraj Narayan, Group Chief Executive Officer of DP World, said in a statement. "Supply chains don't stop at the port or the shoreline, and neither should insurance."

War risk spike

War risk insurance premiums for cargo shipments through parts of the Middle East have increased sharply over the past two years as shipping companies and cargo owners contend with attacks on vessels, regional conflict and disruptions to key maritime routes

DP World said its insurance product covers physical loss or damage linked to war-related risks, including armed conflict, civil unrest, seizure and derelict weapons. Valid claims would be settled with no deductible, the company said.

The company added that it had secured pricing more competitive than standard war risk premiums by leveraging relationships across global insurance markets.

\$400m per shipment

Coverage limits include up to \$400 million per shipment and up to \$1 million per inland movement. The programme also includes automatic port storage cover for up to 14 days.

DP World said the policy can be structured as full end-to-end coverage or as standalone protection for ocean, air or inland transport.

The company gave an example of cargo arriving from Asia into Jebel Ali port, stored temporarily before customs clearance and then transported inland by truck.

Under traditional policies, insurance coverage would often end once cargo is discharged from a vessel, leaving gaps during storage and inland delivery, it said.

The launch expands DP World's role beyond ports and terminals into supply chain risk management and logistics services, as the company seeks to broaden its integrated logistics offering.

Sovereign AI and the sustainability squeeze: What's at stake for insurance?

27/04/2026

AI strategies promise greater control over data but they also concentrate power and water demand

Artificial intelligence's environmental impact is emerging as a growing area of focus for insurers, as increased use of AI-driven services lifts energy and water consumption in data centres worldwide.

Insurance group Everywhen is among those warning that unchecked growth in AI workloads could put pressure on natural resources.

"We need to be asking ourselves an important question," the company's spokesperson said. "Can we keep using AI the way we currently are without harming the planet? Many people aren't aware of the environmental impact that comes with a single AI query but, the truth is, if we continue to use AI at the current rate, it will put a significant strain on our natural resources."

Power-hungry models, rising data centre exposure
Generative AI tools such as ChatGPT now process billions of prompts a day worldwide. Each request draws on large language models running in energy-intensive data centres, meaning even a single query has a measurable carbon footprint. Studies suggest an AI chatbot request can use several times more electricity than a traditional web search, particularly where queries are complex or require multi-step reasoning. This surge in AI-related computing is changing the risk profile of the technology sector. Large, high-value data centre campuses are becoming more critical to AI workloads, often clustered around a limited number of power grids and fibre routes. Property and business interruption underwriters are being asked to assess not only traditional perils such as fire, equipment breakdown and natural catastrophe, but also how AI-driven utilisation affects load profiles, cooling requirements and resilience.

Growing scrutiny of the carbon intensity of insureds' power mix is also feeding into wider environmental, social and governance (ESG) discussions, as carriers weigh their own net-zero commitments against the expansion of AI capacity in their portfolios.

Water use - the "hidden" AI cost

Alongside electricity demand, AI's water footprint is emerging as a material concern. Modern data centres depend on intensive cooling systems to prevent hardware from overheating; many of these designs rely on significant volumes of freshwater, both directly on site and indirectly through power generation.

Academic research indicates that training and operating large language models can consume millions of litres of water a year at a single facility, depending on cooling technology and local climate conditions. A substantial share of global data centre capacity has been built in water-stressed regions, raising the risk of conflict with municipal, agricultural and industrial users during droughts or heatwaves. This creates additional dimensions of risk for insurers. Physical exposures include potential constraints on operations or forced shutdowns where water use is curtailed. Regulatory and social pressures may follow if operators are perceived to be worsening local shortages.

At board level, there is a growing risk of directors' and officers' claims if disclosures around water use, cooling strategies or "green AI" marketing are challenged.

Regulation and disclosure sharpen the focus

AI is not considered sustainable in its current form, but governments and regulators are moving to tighten oversight.

In the European Union, the AI Act and parallel measures on data centre reporting and energy efficiency are expected to increase transparency around power use, cooling methods and emissions.

In the US and other major markets, securities and prudential regulators are moving towards more detailed climate and technology risk disclosures for large corporates and financial institutions, capturing cloud and AI infrastructure.

These developments influence liability and regulatory investigation exposure for clients, particularly in directors' and officers' and professional indemnity lines. At the same time, more standardised data on energy and water use can be fed into underwriting, risk engineering and the design of ESG-linked covers.

Enterprise AI adoption and ESG scrutiny

Most organisations today use AI in at least one business function, with global surveys showing a clear majority of large companies deploying AI tools for tasks ranging from customer service to supply chain optimisation. Adoption is also climbing among small and mid-sized enterprises as models become easier to access via cloud platforms.

As AI becomes embedded in operations across

sectors, its environmental impacts are no longer confined to a handful of technology giants. Manufacturing, financial services, logistics, healthcare and retail clients are all contributing to higher demand for compute.

Sovereign AI and concentration of risk

As AI becomes an integral part of day-to-day life, many countries are exploring the idea of 'sovereign AI,' or AI that is designed, built, deployed and governed by a specific country or organisation. This allows them to set their own laws and regulations, while retaining greater control over security and data handling. It also means that they can decide how to source their energy and make greener choices.

In practice, sovereign AI strategies can encourage the development of national or sector-specific cloud regions, often backed by government support and subject to local environmental standards. However, they may also concentrate large amounts of compute capacity, and therefore energy and water demand, in particular jurisdictions or metropolitan areas.

Modern world and AI

AI is now deeply embedded in the modern world and has become part of the infrastructure shaping how organisations operate, how economies grow and how people interact with technology.

Across the market, carriers are beginning to update proposal forms and risk surveys for data centres, cloud providers and AI-intensive corporates to capture more detail on energy mix, cooling technology, water sources and local climate exposures. Climate and AI regulation is being monitored more closely, as new disclosure requirements could expose boards to claims if AI-related environmental impacts are under-reported or mismanaged.

Some insurers are also looking at how to support risk-reducing investments – such as waste-heat reuse, advanced cooling or relocation to less water-stressed regions – that can strengthen the insurability of AI infrastructure.

Everywhen's spokesperson concludes: "Looking ahead, we can only hope that sustainability will be a priority, with more conscious choices about how and when AI is being used. Even something as simple as turning off our Google AI Overviews when carrying out traditional searches can help reduce unnecessary demand and help protect our planet."

BUSINESS INSURANCE

Cyber is the Number One Global “People Risk,” Says Marsh

27/04/2026

Cyber insecurity has overtaken all other workforce threats as the world’s leading people risk, just as training, culture and work design now sit at the heart of organisational resilience, according to a recent report.

And technology disruption, labour shortages, financial strain and health pressures are converging to redefine how employers must manage their people, according to the 2026 People Risk report, released by Marsh and Mercer Marsh Benefits.

“People risks cannot be secondary concerns, as they impact the health and well-being of the workforce and the business,” the report states. “In 2026, resilience depends on how well organizations invest in their people: building the right skills, supporting health and financial security, and redesigning work so humans and technology can perform at their best together.”

Inadequate cyber threat literacy is ranked as the number one people risk globally, ahead of labour shortages, mental health deterioration and rising benefit costs. Marsh says cyber incidents remain heavily driven by human behaviour, including phishing, credential theft and deepfakes, rather than technology failures alone.

The report urges employers to “treat workforce behaviour, training, and culture as first-line cyber controls” and to view cyber risk as a broader digital exposure spanning HR and benefits systems as well as core IT. For HR leaders, this makes secure work practices, access controls and continual education core elements of people strategy rather than optional add-ons.

Canada’s health care and social services sectors are facing an urgent cybersecurity crisis, with attacks on public systems escalating in both sophistication and frequency, according to a previous report. Four in 5 (80%) Canadian organisations experienced AI-related cybersecurity incidents in the past year, according to a separate study.

AI investment outpaces skills and leadership capacity

Technology skills shortages, including cyber and artificial intelligence roles, are ranked as the third-highest people risk worldwide, according to the Marsh survey of more than 4,500 HR and risk professionals across 26 markets.

Many organisations are investing heavily in AI but failing to generate meaningful productivity,

innovation or performance gains because they have not redesigned work around new tools, finds the study

Marsh warns of “a far greater threat...failing to convert AI investment into meaningful productivity, innovation, and performance gains,” and reports that 40% of HR and risk respondents are concerned their organisations are adopting AI without adequate training and upskilling. Mindset barriers to AI adoption now sit among the top global people risks identified by Marsh.

According to the report, AI success “depends less on the tools that organizations deploy and more on how work processes are designed around them.” Marsh defines work redesign as breaking down jobs into tasks to decide which can be offloaded, augmented, optimised or automated, with the aim of combining “AI’s speed, scale, and precision with human judgment, creativity, and empathy.”

Labour shortages remain the second overall people risk and the top concern in several sectors, including professional services, manufacturing and construction. Pressures are most acute in ageing and super-ageing societies where shrinking working-age populations collide with rising demand for digital and technical skills.

The report also identifies inadequate supervisory and leadership skills as the biggest “cascade” risk, triggering or worsening more other risks than any single factor, from mental health deterioration and unsafe working conditions to flawed investment decisions. Marsh says traditional leadership models focused on hierarchy and stability are “increasingly misaligned with today’s reality, where uncertainty, speed, and complexity dominate.”

HR ‘deprioritising health-related risks’

Employee financial insecurity has moved into the top tier of concerns, ranking fourth globally and appearing in the top 10 in every region, according to Marsh’s study. The company defines it as rising living costs, inadequate wages or benefits, and debt burdens that undermine well-being, leading to attrition, lower productivity and higher misconduct risk. The report describes financial insecurity as “a material organizational risk — one that directly affects productivity, retention, and behavior.” It links financial stress to greater susceptibility to cyber scams and to ethical lapses as employees under pressure look for short-term relief, a trend HR leaders are being urged to monitor closely.

At the same time, health-related risks are drifting down the agenda even as costs mount. Marsh notes that 90% of HR and risk leaders say rising health and benefit costs are likely to materialise in the next one to two years, yet unaffordable or inaccessible health care ranks last — 25th out of 25 people risks globally.